

Nos ateliers étant fermés le Premier Jour de l'An, le JOURNAL DE ROUBAIX ne paraîtra pas, demain matin, dimanche, 2 janvier.

CHRONIQUE LE JOUR DE L'AN à Travers les Ages

L'année qui s'en va n'est point regrettée. Il est rare qu'elle nous ait apporté ce que nous en attendions. Pourtant, elle a été bienfaisante et elle nous a donné un peu de sagesse et rendus meilleurs.

Comme de grands enfants que d'éternelles illusions bercent sans cesse, nous nous plaignons facilement à nous imaginer que l'année qui vient sera plus féconde en hasards heureux, en circonstances favorables et nous la saluons avec bienveillance.

On ne connaît pas l'origine des étonnantes et si l'on fait une excursion à travers les siècles passés on remarque que les coutumes qui nous sont chères furent de tout temps pratiquées.

Les Egyptiens, dans la plus extrême antiquité, célébraient le jour de l'an au moment des premières crues du Nil bienfaisant, c'est-à-dire vers l'équinoxe d'automne.

Plutarque, qui a rapporté cet usage, déclare que les Egyptiens s'offraient mutuellement tout ce que la terre peut porter de plus doux: des figues et du miel; et leurs vœux étaient contenus dans cette formule: « Douce et bienfaisante est la parfaite vérité ».

Les Romains empruntèrent aux Egyptiens la coutume des étonnantes et une fresque retrouvée dans les ruines de la ville de Pompéi qui fut enfouie sous la lave du Vésuve en l'an 79 avant notre ère, représente une prêtresse offrant des figues à une divinité, à l'occasion du renouvellement de l'année.

Chez les Perses adorateurs du feu, le renouvellement de l'année, qui s'accomplissait à l'équinoxe du printemps, était l'occasion d'une solennité qui durait six jours et qui était consacrée à divers divertissements et aux festins. Cette fête était celle du « Nouroz ».

Hérodote affirme qu'il était permis au roi, pendant cette fête, de déposséder toute gravité et toute réserve, de danser en public, de s'enivrer. Pendant les cinq premiers jours de la solennité, il faisait des cadeaux successivement aux docteurs, aux astrologues, aux conseillers, aux prêtres, à ses parents et aux enfants. Le sixième jour, il recevait les présents de ses artisans et du peuple.

Dans le chapitre XXIII du Lévitique, Moïse indique à l'antique nation juive le caractère des fêtes qu'elle doit solenniser. Celle du renouvellement de l'année, à l'équinoxe du printemps, s'appelait la fête du Bœuf Béchard. Le son du cor de bélier annonçait la fête. On offrait des fruits et du pain levé et arrosé de miel, symbole de la douceur et de l'abondance de la nouvelle année, avec des présents aux enfants, aux serviteurs et aux pauvres. Ceux-ci remerciaient par ce souhait: « Soyez inscrits en heureuse année ».

Les Grecs anciens commençaient l'année aux solstices ou aux équinoxes. Ainsi, les Spartiates et les Macédoniens la commençaient à l'équinoxe d'automne, les Thébains au solstice d'hiver. Les fêtes du nouvel an comportaient les « Bacchanales », danses effrénées en l'honneur de Bacchus, qui s'accomplissaient pendant la plus longue nuit de l'année.

Les Romains anciens célébraient le premier mois de l'année à Janus et l'appelaient « Januarius », janvier, Janus ayant deux visages dont l'un regardait l'ancienne et l'autre la nouvelle année. Le roi Titus qui régnait avec Romulus sur les Sabins et les Romains ayant reçu, au début de l'année, pour lui porter bonheur, de la verveine cueillie dans le bois sacré de « Struena », la déesse de la force et ayant remarqué que la Fortune lui sourit pendant les douze mois qui suivirent, consacra l'usage des étonnantes « struena ». L'habitude des étonnantes prit à Rome une prompte extension. On joignit aux branches de verveine du miel, du vin, des dattes, des bijoux.

Nos ancêtres, les Gaulois, célébraient le 1er jour de l'an par une cérémonie religieuse. Bientôt on abolit l'usage des étonnantes. La fête de Pâques devint le premier jour de l'an et ce furent à cette occasion, les rois, les princes et les seigneurs qui firent des cadeaux à leurs vassaux. Les petits reçoivent des présents des grands, ce qui était plus logique.

Charles IX en fit, par un édit donné en 1564, rétablir le jour de l'an au 1er janvier. M. S.

CHOSSES & AUTRES

La langue française en Alsace. Une enquête faite ces temps derniers dans les centres industriels du Bas-Rhin, à l'effet de déterminer si leur personnel s'intéresse à la langue française, a donné des résultats qu'il faut saluer avec joie.

Ce brillant succès est dû à la fois aux cours populaires institués par l'administration, aux efforts des industriels qui ont organisé des classes jusque dans leurs ateliers, et aussi à l'obligation que les ouvriers eux-mêmes ont prise de s'instruire.

L'esprit d'autrefois. Talleryrand, à son lit de mort, reçut la visite de Louis-Philippe, qui lui demanda comment il se trouvait.

— Ah! sire, répondit le célèbre diplomate, je souffre comme un damné.

— Déjà! reprit le roi, en souriant avec malice.

Il y a peu de temps, on exécutait un homme qui, avant de disparaître, prononça cette parole mélancolique: « Et pourtant, j'ai toujours eu le respect de la vie humaine ».

LES QUOTIDIENNES L'ANNÉE DES CRISES

Ceux qui aiment le petit jeu des dénominations n'ont pas à se fatiguer les ménages pour qualifier l'année défunte: 1920. C'est l'année des crises.

Après la grande catastrophe qui secoua de fond en comble le monde entier, il n'était pas possible que les choses reprissent brusquement leur cours normal. Les convulsions qui assaillent les peuples pendant la guerre et immédiatement après l'armistice ne peuvent pas cesser en quelques semaines, en quelques mois même. C'est pendant des années que la remou des événements se fera sentir dans tous les pays de la terre, mais principalement dans les nations belligères.

Il ne faut donc pas s'étonner si la vie actuelle est infiniment plus compliquée que celle d'avant-guerre et si des crises sérieuses viennent traverser notre convalescence et retarder notre complet retour à la santé.

Une crise domine toutes les autres depuis six mois, c'est la crise économique. Elle est mondiale et atteint toutes les industries et tous les commerces.

La France dévastée qui voit son effort de restauration contrarié par le malaise des affaires souffre davantage que d'autres contrées. Surtout que la crise financière a tari pour un temps beaucoup trop long la source des réparations.

Le mal économique se double d'un mal politique. Les gouvernements n'ont pas de stabilité: dans bien des cas même, les régimes sont menacés. Si j'osais emprunter à Joseph Prudhomme l'une de ses métaphores les plus hardies, je dirai que, dans maintes nations « le char de l'Etat navigue sur un volcan ».

Les événements de Pologne, de Crimée, de Cilicie, n'ont guère dissipé les gros nuages noirs qui s'amoncèlent à l'Orient. Le péril bolcheviste menace toujours l'Europe et plus particulièrement les pays voisins de la Russie.

L'Allemagne a inventé la crise du Traité de Versailles et elle s'ingénie à l'aggraver — pas le traité, la crise. — Nos alliés ne nous rendent d'ailleurs pas la fonction de geôlier de l'Entente plus satisfaisante que cela. Le traité de paix ressemble, hélas! au rase-céleste du poète: il a reçu un coup; il se désagrège petit à petit; encore une meurtrissure plus ou moins légère et il tombera en morceaux.

N'y touchez pas, il est brisé! Pour résister victorieusement à cette crise extérieure, dont les conséquences sont graves pour elle-même, nous ne risquons rien moins qu'à nous enlever le fruit de la victoire, il nous faudrait opposer un front unique à nos adversaires. Malheureusement, la politique française est divisée et manque de direction.

Une crise gouvernementale peut se produire demain qui ne surprendra personne. La Chambre cherche toujours sa voie. Nommée en novembre 1919 pour un bref prétexte de restauration nationale, elle hésite encore entre les diverses tactiques parlementaires. Comme sa situation est critique, elle passe son temps à se mettre du rouge ou à enlever. Et pendant qu'elle discute longuement pour savoir si son républicanisme est bon teint, le pays attend les réformes promises et le bolchevisme s'installe carrément dans la Nation et dans le Palais-Bourbon.

Maurice Auber.

LE DESARMEMENT DE L'ALLEMAGNE L'Angleterre soutiendra la France dans les difficultés qui surgissent

Londres, 31 décembre. — En se refusant à exécuter les conditions relatives au désarmement qui lui sont imposées par le traité de Versailles et la Conférence de Spa, l'Allemagne n'a abouti qu'à renforcer la volonté du gouvernement anglais de soutenir la France dans les difficultés qui surgissent.

Un Conseil de cabinet tenu à Downing Street a approuvé les protestations faites par la France contre les énormes organismes prétendus défenses que le gouvernement allemand se déclare incapable de digérer ou de laisser.

Une personnalité britannique, questionné sur les sanctions qui pourraient intervenir, a déclaré: « Les troupes françaises étendent leur zone d'occupation en Allemagne, tandis que notre flotte bloquera les côtes allemandes et pourra même les bombarder ».

La Commission interalliée constate la persistance de la mauvaise volonté allemande. Berlin, 31 décembre. — Dans une note, le général Nollet, au nom de la commission interalliée, tient à faire remarquer que deux mois se sont écoulés depuis l'expiration du délai fixé pour la dissolution de la police de sûreté allemande, sans qu'on ait eu connaissance de mesures prises en vue de cette dissolution.

La commission demande que la police de sûreté soit immédiatement et entièrement dissoute, et que l'effectif total des différents corps de sûreté soit ramené au chiffre autorisé par le traité de paix.

L'ALLEMAGNE ESSAYE D'ATTENUER LA PORTÉE DE SON REFUS. Berlin, 31 décembre. — Le ministre allemand des affaires étrangères joue l'étonnement. Il se dit insuffisamment instruit des conditions de désarmement de la police de sûreté.

Le ministre s'élève contre l'affirmation d'après laquelle la police actuelle ne serait qu'une police de sûreté encore renforcée.

A LA CHAMBRE

Après avoir adopté une série de projets de loi, les députés se séparent jusqu'au 11 janvier 1921. SEANCE DE VENDREDI MATIN. RETOUR DU SENAT. LE PROJET DE DOUZIÈMES PROVISOIRES EST ADOPTÉ.

Tous les articles du projet de douzièmes provisoires avec les modifications apportées par la Haute Assemblée, sont successivement adoptés. L'ensemble du projet est ensuite voté.

L'EMPRUNT A DONNÉ VINGT-SEPT MILLIARDS. Sur la demande de M. Bonnefoy, le ministre des Finances fait connaître les résultats de l'emprunt.

Le total des souscriptions s'élève à 24 milliards, dont 12.500.000.000 par échange de rentes et 11.500.000.000 de souscriptions nouvelles, ainsi réparties: 5.400.000.000 de bons de défense nationale, et 6.100.000.000 en numéraire. La séance est levée à 11 h. 15.

LA SEANCE DE L'APRES-MIDI. Elle est ouverte à 15 h. 50, sous la présidence de M. Raoul Péret. Au banc du gouvernement s'assied M. Broca.

VOTE DE PROJETS DE LOI DIVERS. La Chambre adopte un projet ouvrant un crédit pour l'achat d'un immeuble consulaire à Mayence, un projet modifiant le régime fiscal des vins, un projet relatif à la caisse des retraites.

À 16 h. 15, la séance est suspendue. Elle est reprise à 17 h. 25, en présence de MM. Leygues, Landry, Isaac, Brousse, Jourdain, Thoumyre et Reibel, membres du gouvernement.

Le projet de loi, retour du Sénat, tendant à faciliter l'admission aux grandes écoles des jeunes gens des classes 1919 et 1920, est mis en discussion. La Chambre l'adopte après échange de paroles entre MM. Lévesque et Leygues.

LA CRISE DU CHOMAGE UN APPEL DU CARDINAL DUBOIS à la charité évangélique

Paris, 31 décembre. — Le Cardinal Dubois, archevêque de Paris, adresse à ses diocésains un communiqué dans lequel il fait appel au devoir de la charité évangélique pour secourir les chômeurs victimes de la crise économique.

En attendant, écrit le cardinal Dubois, que les secours d'urgence public aient pu être organisés, nous prions MM. les curés et MM. les prédicateurs de prendre occasion de la belle fête de l'Épiphanie pour recommander nos chers ouvriers, victimes du chômage à la bienveillance et à la générosité de leurs frères plus favorisés et plus fortunés.

Nous n'ignorons pas les discussions économiques ou autres qui agitent à ce sujet la Société moderne. Nous applaudissons tout ce qui est tenté en faveur des classes laborieuses. Nous demandons simplement qu'en face des souffrances trop réelles qu'elles ne se découragent pas, nos chers diocésains se persuadent bien du grand devoir de charité évangélique qui leur incombe à l'heure présente, et que toutes les œuvres et toutes les entreprises qui tendent à son accomplissement sont assurées d'avance de nos encouragements, de notre appui et de nos bénédictions.

Une conférence interministérielle a recherché les moyens d'atténuer les effets du chômage. Paris, 31 décembre. — Au Ministère du Travail, s'est tenue jeudi une conférence interministérielle en vue d'examiner la crise du chômage et d'en atténuer les effets.

Les ministres présents ont décidé de transmettre d'urgence à M. Jourdain, leur collègue du Travail, toutes les propositions qui s'en sont fait sur cet objet.

LE SORT DE FIUME

L'accord est résolu dans ses grandes lignes. Rome, 31 décembre. — Les questions principales ont été résolues entre le général Cavaglia et les représentants de Fiume.

On a discuté la date du départ de d'Annunzio et le lieu d'embarquement des légionnaires non originaires de Fiume. Le soin de maintenir l'ordre public dans la ville a été laissé aux milices fiumaines sous le contrôle italien.

D'Annunzio est encore dans la ville. Rome, 31 décembre. — D'Annunzio se trouve à Fiume, contrairement aux bruits qui ont circulé au sujet de son départ.

Une exécution capitale à Paris L'ASSASSIN DE SAINT-OUEN A ÉTÉ GUILLOTINÉ VENDREDI

Paris, 31 décembre. — Au lever du jour a été exécuté, à Paris, Alfred Carré, dit « Préfo », 21 ans, condamné à mort le 17 octobre dernier, par les Assises de la Seine, pour avoir assassiné, le 15 novembre 1919, à Saint-Ouen, le journaliste Nicolas Laurent, qui venait de toucher sa prime de démobilisation. Le vol était le mobile du crime.

Après avoir guillotiné, le condamné s'est écrié: « Ah! la voilà! A présent, allons-y tout de suite. » A 6 h. 12, Justice était faite.

LES ÉVÉNEMENTS DE GRÈCE

La réponse hellénique à la note de l'Entente. Athènes, 31 décembre. — M. Rhalys, président du Conseil, s'est rendu aux légations d'Angleterre, de France et d'Italie, pour remettre aux ministres alliés la réponse du gouvernement hellénique à la note politique envoyée par l'Entente, le 3 décembre.

Le texte de la réponse ne sera pas publié avant qu'il parvienne aux gouvernements intéressés.

On sait cependant que cette note essaie de dissiper les appréhensions de l'Entente sur les dispositions de la Grèce, dont elle explique le revirement par le régime de pression et de tyranisme public du gouvernement de Vénizelos.

GUILLEAUME II DEVANT Hindenburg et Ludendorff

UNE SCÈNE DE LA DÉFAITE. Un livre est à la veille de paraître à Stuttgart, sous ce titre: « Le Roi », consacré entièrement à Guillaume II, il fut pour auteur le docteur Karl Rosner, qui fut, pendant la dernière année de la guerre, le compagnon favori de l'ex-Kaiser au cours des visites de celui-ci sur le théâtre des opérations. Le titre de l'ouvrage indique son esprit. Le livre est éminemment prussien.

D'après une feuille allemande, le « Tagblatt », un chapitre des plus curieux est celui où le docteur Rosner raconte les circonstances dans lesquelles Guillaume II apprit la défaite allemande du 18 juillet 1918.

La terrible nouvelle n'est pas plutôt connue que l'Empereur décide de se rendre à Avesnes, où il va rencontrer Hindenburg et Ludendorff.

Guillaume II arrive au grand quartier général à quatre heures. Il est reçu, à sa descente de voiture, par Hindenburg, qui averti à temps, est venu au devant du souverain, « plein de dignité, en apparence, mais sans hâte et sans crainte ». Le Roi tend sa main au général et s'incline. Ses lèvres remuent, mais la voix lui manque. Il est en proie à mille pensées confuses.

« Votre Majesté a acquis une expérience assez rude dans ces derniers jours, dit le maréchal. La guerre s'est montrée implacable. Je ne suis pas moins heureux d'accueillir Votre Majesté ici, de nouveau, et si Elle le désire... »

Hindenburg indique du regard la porte ouverte devant eux. Le Roi a compris. Il fait un signe affirmatif, résolu d'entrer dans cette maison où, les portes closes, on va tout lui apprendre, lui dire toute la vérité... Etre seul avec Hindenburg, et tout savoir!... Il pénètre dans la villa, d'un pas hâtif.

Hindenburg lui l'accompagne, continue: — Ludendorff est ici depuis deux heures. Je suis allé le chercher à la gare, et nous sommes arrivés à une entente.

Le Roi se demande pourquoi Ludendorff ne se montre pas, son état de découragement, en raison de son échec, ou se trouve-t-il froissé du fait que c'est Hindenburg qui a été prévenu de la visite impériale? Guillaume II et le maréchal pénètrent dans la salle où se tient Ludendorff. Celui-ci est assis devant un bureau et examine des documents. Il lève les yeux, laisse tomber son monocle et, debout d'un bond, il s'avance vers le Roi.

« Excellent, vous avez été soumis à une dure épreuve », dit le maréchal.

Ludendorff a remarqué la nuance. Guillaume II a dit: « Excellence », Nagère, le souverain a dit: « Général », ou « mon cher général ». Mauvaise humeur? Disgrâce? Ludendorff est perplexe.

Hindenburg offre d'expliquer la situation. Pur moment, Guillaume II, très pâle, écoute le récit de la défaite.

« Alors, nos troupes ont cédé? — Oui! l'ennemi a fait de nombreux prisonniers... Hindenburg parle du désordre qui règne dans les positions allemandes, quelque peu boucoulées.

Le Roi, qui est demeuré silencieux, demande brusquement, et de façon assez sèche: — Est-ce que la nouvelle ligne tiendra? On ne peut rien prévoir. Votre Majesté, Notre ligne s'étend entre l'Aisne et la Marne, et l'offensive de l'ennemi s'annonce comme devant être assez puissante. Cette offensive peut durer plusieurs jours... Troublé, irrité, mais cherchant à se maîtriser, le Roi demande: — Alors, nous allons reculer encore?

Mais la voix a faibli. Elle trahit l'émotion du souverain. En alors, colé, jetant à bas le masque, supplie ses deux généraux de songer à l'effet que produira la défaite allemande non seulement sur son peuple, mais sur les alliés et les neutres. Il faut résister, coûte que coûte!

Hindenburg demande au monarque de permettre à Ludendorff — qui est resté silencieux jusqu'ici — d'émettre son avis.

Guillaume II invite celui-ci à parler. Mais l'attitude du souverain est déjà hostile. Ludendorff, qui semble enroué, toussé légèrement pour éclaircir sa voix.

« Je me permettrai de faire cette simple remarque à Votre Majesté, dit-il. C'est ce matin seulement que j'ai appris que l'ennemi avait pénétré dans nos lignes. J'étais absorbé par les nouvelles opérations en cours dans les Flandres... — Donc une surprise? Une surprise complète? Guillaume II est furieux et presque menaçant.

LE MANIFESTE DU NOUVEAU PARTI COMMUNISTE

Paris, 31 décembre. — L'« Humanité » publie aujourd'hui le manifeste du nouveau parti communiste, dont elle devient l'organe officiel. Voici quelques extraits de ce document: Les méthodes de préparation et d'action qui doivent désormais prévaloir, prévalent du régime capitaliste qui croûle politiquement, économiquement, socialement, nous imposeront une discipline renforcée.

Parlant d'autre part de l'attitude des centristes, le manifeste continue en ces termes: Ils ont hésité jusqu'à la dernière minute, irresolus et incapables de faire leur choix entre le régime parlementaire et le communisme marxiste. Ils se sont rapprochés des hommes qui combattent hier encore. Partisans, suivant leur motion, d'une adhésion à la III^e Internationale, ils se sont refusés à suivre aucun des chemins qui pouvaient y conduire. Ils sont les véritables auteurs de la crise que nous sommes obligés de passer notre parti. Qu'ils en gardent devant l'histoire la lourde responsabilité.

Terminant par un appel aux prolétaires, paysans et ouvriers, il conclut: Que notre parti soit fort et discipliné, maître à la fois de ses militants et de ses élus; qu'il soit digne de son pays, digne de Babeuf, digne des hommes de juin 1848, digne de la Commune, digne de Jaurès, digne de l'avenir glorieux qui s'ouvre à tous; que le combat continue plus ardent et plus aigüé. Nous n'allons pas vers des étonnantes aventures. En travaillant toujours équipés avant l'heure de l'offensive, nous croiserons nos piques dans le département, toujours à l'affût d'un ennemi que nous savons implacable et préparé.

« Que la décision de Tours soit l'acte qui réunira les prolétaires français. Que l'adhésion à la III^e Internationale recommence à travers le monde, que l'annonce des grands changements prochains: Vive le socialisme révolutionnaire français! Vive l'Internationale communiste! »

Le Manifeste des Minoritaires

Tours, 31 décembre. — Les socialistes minoritaires ont procédé à la nomination de leur commission administrative permanente. Celle-ci comporte notamment: M. Sembat, Frédéric Sémame, Paul-Boncour, Jules Guesde, Longuet, Mayéras, Renaudel, Polignac.

M. Mayéras a donné lecture du manifeste. Celui-ci dit notamment: La majorité préfabriquée du Congrès a délibérément voté l'adhésion sans réserve à l'Internationale communiste et a refusé, repoussant la motion Mitrail, de maintenir notre indépendance.

Puis, après avoir rappelé les différentes phases de la scission, le manifeste dit: Voilà les faits et voici maintenant, les frères, ce que nous qui sommes le parti minoritaire, tel qu'il fut créé en 1906 par Jaurès, Guesde et Vaillant, nous qui continuons à organiser les travailleurs en un parti de classe, pourrions voir la transformation la plus rapide possible de la société capitaliste en société collectiviste.

Les socialistes minoritaires se sont alors séparés.

LE NORD A DONNÉ AU BOLCHEVISME LES DEUX TIERS DE SES VOIX

On connaît les résultats globaux du vote qui a emporté l'adhésion à la Troisième Internationale.

Voici la façon dont a voté le Nord: Motion Cachin, 353 mandats; motion Longuet, 188; motion Heine, 1.

INFORMATIONS

Le produit des Bons de la Défense Nationale du 1er au 15 décembre. Paris, 31 décembre. Pendant la première quinzaine de décembre, le produit des Bons du Trésor et des Bons de la Défense Nationale s'est élevé à 221 millions de francs.

La grâce des communistes hongrois. Budapest, 31 décembre. — Le gouvernement hongrois vient d'accorder la grâce à 100 communistes, bolchevistes, condamnés à mort, qui avaient signé leurs recours en grâce.

Une montagne glisse près de Prades. Perpignan, 31 décembre. — A Villefranche-de-Conflent, il s'est produit un glissement de la montagne, qui a occasionné des dégâts importants.

Pas de rencontre de MM. Lloyd George et Leygues. Londres, 31 décembre. — Le ministre Reuter dit que, pour le moment la nécessité d'une entrevue entre MM. Lloyd George et Georges Leygues n'est pas certaine et qu'il n'y a, jusqu'à présent, aucun projet de conférence.

DERNIÈRE HEURE

Le désarmement de l'Allemagne

Le contrôle militaire des Alliés. Londres, 31 décembre. — Les conversations se sont poursuivies, à Londres, aujourd'hui, entre les Cabinets de Londres et de Paris. Toutefois, il n'était pas possible, à la fin de la journée, de donner des indications sur la marche des pourparlers. Le projet d'une entrevue entre les premiers ministres intéressés n'a pas non plus pris corps, tout au moins sous la forme de proposition ferme d'une réunion.

Dans les milieux anglais et dans les milieux politiques intéressés, on considère que le fait que l'Allemagne n'a pas exécuté les conditions stipulées à la conférence de Spa, doit automatiquement reculer pour un temps à déterminer, la suppression de notre contrôle militaire en Allemagne, qui devait cesser le 10 janvier prochain.

Le maintien de nos divisions militaires en Allemagne sera une première sanction.

LE RAPPORT DU MARECHAL FOCH

Paris, 31 décembre. — Le rapport que le maréchal Foch a fait parvenir à la Conférence des Ambassadeurs, au nom de la Commission militaire interalliée de Versailles, a été adopté à l'unanimité.

Il dresse l'état des violations de l'Allemagne aux clauses militaires, navales ou aériennes du traité de Versailles et confirme en tous points les rapports de la Commission de contrôle interalliée que préside à Berlin le général Nollet.

Afin de prendre acte de ses manquements au traité de Versailles et à l'accord de Spa, avant le 1er janvier, deux extrêmes prévus par cet accord pour l'exécution par l'Allemagne de ses obligations militaires, le gouvernement français a notifié aujourd'hui au gouvernement allemand le bilan des infractions constatées.

Au Conseil municipal de Paris Une manifestation d'extrémistes

Paris, 31 décembre. — Au moment du vote du budget, quelques conseillers extrémistes se sont refusés à prendre part au vote du budget, ce qui a débouché un violent tumulte.

M. Jean Varrenne, socialiste, a profité de l'incident pour déclarer qu'il n'avait pas signé le manifeste de la 3^e Internationale parce qu'il est l'ennemi des solutions négatives et que le bolchevisme n'est pas à sa place à l'hôtel de Ville.

Le budget a été adopté par 59 voix contre 15.

Les Relations entre l'Angleterre et les Soviets

Moscou sollicite de Londres une conférence. Zurich, 31 décembre. — D'après un télégramme de Moscou, le gouvernement russe demande au gouvernement britannique de convoquer une conférence politique afin que puissent être résolues toutes les questions en litige entre les deux pays.

Krasnoff est toujours en Angleterre. Londres, 31 décembre. — Certains journaux avaient annoncé que Krasnoff avait été rappelé à Moscou par le gouvernement des Soviets. Le délégué bolcheviste n'a pas quitté Londres.

La prorogation des loyers

Les instructions des Parquets restent les mêmes jusqu'à nouvel ordre. Paris, 31 décembre. — Le Sénat n'ayant pas encore adopté le projet de loi sur la prorogation des loyers voté par la Chambre, le Gouvernement va rappeler aux Parquets ses instructions précédentes qui restent toujours en vigueur.

Celles-ci reconnaissent aux locataires, menacés d'expulsion, la faculté de demander aux magistrats des délais lorsqu'ils justifient qu'ils sont dans l'impossibilité de trouver un autre logement.

Les Tamponnements de Trains UN ACCIDENT EN LORRAINE

Un mort et quinze blessés. Longwy-Bas, 31 décembre. — Un train de voyageurs, se dirigeant vers Longwy-Luxemburg, a été tamponné, près de la gare de Leudunange, par un convoi de marchandises qui avait brulé des signaux. On compte un mort et quinze blessés dont cinq grièvement. Les dégâts matériels sont importants.

Landru renvoyé devant les Assises

Le « Barbe-Bleu » aura à répondre de onze assassinats. Paris, 31 décembre. — La Chambre des mises en accusation vient de renvoyer devant la Cour d'assises de la Seine, Landru, le « Barbe-Bleu » de Gambais, sous l'inculpation d'avoir assassiné 11 personnes (10 hommes et 1 enfant), avec les circonstances aggravantes suivantes: préméditation, coups et vols.

La Cour a également retenu, dans l'acte d'accusation, l'inculpation de Landru, l'inculpation de faux et usage de faux.

MARCHÉS DES GRANDES A L'ÉTRANGER. Londres: Sur Paris, 59,915; sur Bruxelles, 24,300. New York: Sur Paris, 51,114; sur Londres, 10,000. Alexandrie: Sur Londres, 97 1/2. Brno: Sur Paris, 65,575; sur Londres, 10,000. Rio de Janeiro: Sur Paris, 44,700.